

LE GAULLISME ET LE P. C. F.

(suite de la
page 11)

voqués par sa présence à une réception où il serra la main à Chaban-Delmas, le très gaulliste président de l'Assemblée Nationale. Citons, pour abrégé le commentaire :

« On dira : « Tout de même vous avez un peu modifié votre attitude. Vous êtes allés à la réception du Président de l'Assemblée Nationale ». Oui, nous sommes allés à cette réception. Il a semblé au Bureau Politique qu'une telle attitude était conforme à l'orientation et à l'effort du Parti, en ce moment dans les conditions présentes, qu'il ne convenait pas au Parti de s'abstenir même s'il n'a que vingt-quatre sénateurs et députés. Les temps ont changé. » (« L'Humanité », 11 novembre 1959).

Ces paroles sont l'expression la plus achevée du gaullisme de gauche. On peut même dire qu'elles ne cadrent pas tout à fait avec les travaux du XV^e Congrès.

La ligne du XV^e Congrès, qui se résume dans les termes de démocratie rénovée, comprend comme mot d'ordre central celui de l'élection d'une Assemblée Nationale constituante. Ce mot d'ordre fut abandonné au Comité central de février 1960. Thorez et Waldeck Rochet, qui était rapporteur à cette session, lui substituèrent le mot d'ordre de nouvelles élections. C'était une nouvelle fois la reconnaissance, ipso facto, du régime gaulliste.

A cette même session, rappelés que Thorez faisait un appel à tous « ceux qui se sont dits « gaullistes » pas seulement hier... Maintenant nous nous sommes retrouvés, dans la bataille contre les émeutiers (N.D.L.R., il s'agit des barricades fascistes de la dernière semaine de janvier 1960 à Aler). Il faut continuer à se serrer les coudes, à travailler en semble. »

Pour couronner le tout, citons pour terminer un fait bien significatif :

Les conseillers municipaux communistes de Sète avaient décidé de ne pas accueillir de Gaulle au cours de son périple méridional. Ils revinrent sur leur décision, on se doute sur l'intervention de qui. « L'Humanité » en date du 24 février 1960 publie les résultats de la délibération des conseillers : « Dans ces conditions les membres du Conseil municipal de Sète donnent mandat au maire de recevoir le chef de l'Etat à la mairie de Sète. ... »

Cette décision venait après la session du Comité central du début de février, généralement interprétée comme un tournant... à gauche.

Est-ce Servin qui est responsable de toutes ces déclarations, de toutes ces décisions ?

Et la prose de Jacques Duclos dans « France Nouvelle » qui s'évertue à reproduire toutes les déclarations thoreziennes contre la politique des monopoles, que pèse-t-elle à côté de ce que nous venons d'écrire.

Pour résumer, la politique de Thorez peut être caractérisée d'octobre 1958 au XV^e Congrès, de gaulliste de gauche. Le XV^e Congrès marqua un raidissement par rapport au régime bonapartiste. Trois mois ne s'étaient pas écoulés que Thorez et la direction retombaient dans l'ornière. Ce cours dura jusqu'au milieu de l'année précédente, époque à laquelle le P.C.F. de nouveau se raidit vis-à-vis de de Gaulle. La première étape fut marquée par l'interview au mensuel « Regards », la deuxième par le XV^e Congrès, la troisième par le Comité Central de Choisy-le-Roi, la quatrième par l'échec de la Conférence au Sommet.

Cette dernière considération vaut la peine qu'on s'y arrête. Car elle fournit la véritable explication de la poli-

tique du P.C.F. C'est dans l'espoir d'une politique extérieure gaulliste plus indépendante de l'impérialisme américain que, fin 1958, Thorez se contentait de demander une révision démocratique de la Constitution. C'est en prévision du voyage de Khrouchtchev en France que Thorez interpréta d'une manière opportuniste et restrictive les décisions du XV^e Congrès. Ecoutons plutôt le secrétaire général « Maintenant apparaît une nouvelle situation qui ne peut que mettre à l'aise des communistes. Et s'il s'en rencontrait qui se sentaient gênés, désorientés, troublés, s'imaginant que le Parti pourrait se trouver en difficulté... et on comprendrait mal que des communistes se sentent gênés parce que Khrouchtchev va venir en France, même si c'est de Gaulle qui l'a invité. » (« L'Humanité » du 11 novembre 1959.) Quel beau commentaire pour le maître-mot prononcé à cette session du Comité central de Choisy-le-Roi, « les temps ont changé ».

Mais de Gaulle ne devait pas justifier l'espoir mis en lui. Il devait soutenir efficacement Eisenhower et être un des partisans les plus résolus de la fermeté envers le gouvernement soviétique.

Ce que Thorez reproche à de Gaulle et aux monopolistes ce n'est pas d'être des exploités capitalistes, mais seulement de ne pas avoir de politique nationale, c'est-à-dire de politique autonome par rapport à celle du département américain. Là encore, nous n'inventons rien nous donnerons une citation à l'appui : « Le caractère antinational de la politique gouvernementale est apparu avec évidence quand de Gaulle a aidé à torpiller la Conférence au Sommet en mai 1960... » (« L'Humanité », 4 mars 1961). Projet de résolution pour le XVI^e Congrès du Parti Communiste Français.

Ce que Thorez, Jacques Duclos et apparemment Waldeck Rochet reprochent à Laurent Casanova et à Kriegel-Valrimont ce n'est pas de soutenir une aile du capital français, c'est la politique constante du P.C.F., mais d'avoir pensé que de Gaulle et les monopoles voulaient pratiquer une politique extérieure indépendante de Wall-Street, Waldeck Rochet exprime très bien cette idée : « Mais s'il était vrai que les choses se présentent de cette façon, c'est-à-dire s'il était vrai que les monopoles les plus cosmopolites sont pour de Gaulle et que la politique de ce dernier tend à substituer l'opposition d'intérêts entre impérialistes à l'opposition fondamentale entre le capitalisme et le socialisme et à dissocier; en outre, les liaisons internationales de l'impérialisme, alors on peut réellement se demander si la politique de de Gaulle n'a pas un caractère national et ne doit pas être soutenue... » (« L'Humanité », 25 février 1961). Rapport de Waldeck Rochet.

Maurice Thorez, dans l'intervention qu'il fit au même Comité central d'Ivry, revient sur cette appréciation. Son opposition actuelle à de Gaulle ne provenait pas de la nature capitaliste du régime, mais du fait que de Gaulle fait de la démagogie nationaliste. Ah ! S'il pratiquait une vraie politique nationale...

D'ailleurs, le P.C.F. soutint en 1952 les grands trusts soupçonnés de résister à l'intégration européenne et à la C.E.D. Les travailleurs de ces entreprises étaient invités à ne pas charger leurs cahiers de revendications. Jacques Duclos, à ce moment, écrivit même à la direction d'Usinor, afin de manifester la bonne volonté et la compréhension du P.C.F.

(A Suivre)